



Conseil de sécurité
Briefing : La situation en Libye
New York, le 27 février 2023

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Merci Madame la Présidente.

Je remercie le Représentant spécial Abdoulaye Bathily pour son exposé. Je salue également la participation du Représentant permanent de la Libye à cette séance.

Comme c'est la première fois que la Suisse prend la parole sur ce sujet, je souhaite exprimer notre plein soutien pour vos efforts et les efforts des Nations Unies pour soutenir la reprise du dialogue intra-libyen.

Au sein de ce Conseil ainsi qu'en tant que coprésidente du groupe de travail sur le droit international humanitaire et les droits de l'homme du processus de Berlin, la Suisse s'engage pour la paix et la stabilité en Libye. C'est pourquoi, en décembre dernier, nous avons soutenu le Représentant spécial lors d'un dialogue numérique sur les droits de l'homme avec plus de 300 participants et participantes venus de toute la Libye. Par le passé, nous avons également accueilli plusieurs rencontres organisées par l'ONU sur la Libye dans le passé et nous restons à disposition comme Etat-hôte.

Je souhaite à présent soulever trois points sur la situation actuelle en Libye :

Premièrement, plus d'un an après le report des élections, il est primordial de renouveler la légitimité des institutions libyennes. À cet égard, la Suisse salue l'annonce de l'initiative du Représentant spécial pour conduire le pays à des élections libres et équitables. Nous appelons tous les acteurs et toutes les actrices libyens à s'engager de manière constructive dans la mise en œuvre de ce plan.

Nous sommes convaincus qu'une approche internationale cohérente, notamment à travers la relance du processus de Berlin, est nécessaire. Par ailleurs, nous souhaitons rappeler qu'en validant les résultats de la Conférence de Berlin en 2020, par la résolution 2510, le Conseil de sécurité a reconnu le rôle de ce processus.

Deuxièmement, tout doit être fait pour assurer un environnement propice, dans lequel la société libyenne exercera pleinement, et dans toute sa diversité ses droits politiques et civils, lors des futures élections. Les candidatures d'un plus grand nombre de femmes à des postes politiques constituent un facteur important. À cet égard, nous sommes préoccupés par les actes des violences commises contre les femmes qui participent à la vie publique et aux

processus politiques. Il est essentiel que les candidates à des fonctions politiques, ainsi que les représentantes élues, puissent contribuer aux processus politiques à tous les niveaux, libres de menaces ou représailles.

Troisièmement, la Suisse souhaite exprimer son inquiétude quant aux restrictions imposées à la société civile, notamment les restrictions bureaucratiques. En particulier, la Suisse est préoccupée par les informations concernant de récentes arrestations en application de la nouvelle loi sur la cybercriminalité. Ces nouveaux développements s'inscrivent dans un contexte de rétrécissement de l'espace de la société civile, résultant notamment d'une surveillance accrue de la part des agences de sécurité. En outre, nous saluons les efforts visant à réunifier la Commission pour la société civile. Elle représente une condition essentielle pour établir un espace sûr, démocratique et sans restrictions pour la société libyenne et les organisations internationales opérant en Libye

Madame la Présidente,

En octobre dernier, ce Conseil a renouvelé à l'unanimité le mandat de la MANUL. Nous devons faire preuve d'une même unité afin de soutenir la mise en œuvre des nouvelles propositions du Représentant spécial eu égard aux futures élections en Libye. Préservons cette unité et cette cohérence afin d'assurer le soutien tant nécessaire au peuple libyen dans son chemin vers la paix et la démocratie.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

I thank Special Representative Abdoulaye Bathily for his presentation. I also welcome the participation of the Permanent Representative of Libya in this meeting.

As this is the first time that Switzerland takes the floor on this topic, I would like to express our full support for your efforts and the efforts of the United Nations to support the resumption of the intra-Libyan dialogue.

In this Council and as co-chair of the working group on international humanitarian law and human rights of the Berlin Process, Switzerland is committed to peace and stability in Libya. That is why, last December, we supported the Special Representative in a digital human rights dialogue with over 300 participants from all over Libya. We have also hosted several UN meetings on Libya in the past and we remain available as a host state.

I would now like to make three points about the current situation in Libya:

Firstly, more than a year after the postponement of the elections, it is essential to renew the legitimacy of Libyan institutions. In this regard, Switzerland welcomes the announcement of the Special Representative's initiative to lead the country to free and fair elections. We call on all Libyan actors to engage constructively in the implementation of this plan.

We are convinced that a coherent international approach, including through the re-launch of the Berlin process, is necessary. Furthermore, we would like to recall that by validating the results of the Berlin Conference in 2020, through resolution 2510, the Security Council recognised the role of this process.

Secondly, every effort must be made to ensure an enabling environment in which Libyan society will fully exercise its political and civil rights in future elections in all its diversity. The nomination of more women to political office is an important factor. In this regard, we are concerned about acts of violence against women participating in public life and political processes. It is essential that female candidates for political office, as well as elected representatives, are able to contribute to political processes at all levels, free from threats or reprisals.

Thirdly, Switzerland wishes to express its concern about restrictions on civil society, including bureaucratic restrictions. In particular, Switzerland is concerned about reports of recent arrests under the new cybercrime law. These new developments are taking place against a background of shrinking space for civil society, resulting in particular from increased surveillance by security agencies. Furthermore, we welcome the efforts to reunify the Commission for Civil Society. It is an essential condition for establishing a safe, democratic and unrestricted space for Libyan society and international organisations operating in Libya

Madam President,

Last October, this Council unanimously renewed UNMIL's mandate. We will need to show the same unity in order to support the implementation of the new proposals of the Special Representative with regard to the upcoming elections in Libya. Let us maintain this unity and coherence in order to ensure the much needed support to the Libyan people on their path towards peace and democracy.

Thank you.